



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Culture - Musée Fabre - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades - Convention de collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Communauté d'Universités et Établissements ' Languedoc-Roussillon Universités ' relative à l'organisation du cycle de conférence ' Les Mercredis de l'antiquité ' - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Afin de faire connaître et diffuser auprès d'un large public les avancées de la recherche en archéologie de la Méditerranée antique, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM3) et la Communauté d'Universités et Établissements « Languedoc-Roussillon Universités » (COMUE LR-Universités) organisent depuis plusieurs années, en partenariat avec le Site archéologique Lattara, musée Henri Prades et le musée Fabre, un cycle annuel de conférences intitulé « *Les mercredis de l'antiquité* », ouvert au grand public, et auquel sont conviés des historiens et archéologues de référence, en provenance de France mais aussi de toute l'Europe.

La convention a vocation à définir les modalités et conditions générales de collaboration entre le site archéologique Lattara, musée Henri Prades, le musée Fabre, l'UPVM3 et la COMUE LR-Universités dans le cadre de l'organisation de ce cycle de conférences, composé en moyenne de neuf à onze conférences par an.

Dans ce cadre, le musée Fabre s'engage à mettre à disposition gracieusement son auditorium, de 18h00 à 20h00, aux dates convenues entre les parties, et à organiser une conférence par cycle annuel (choix du thème et de l'intervenant, prise en charge du transport, hébergement et frais de bouche de ce dernier).

Le site archéologique Lattara, musée Henri Prades s'engage également à organiser l'une des conférences du cycle annuel (choix du thème et de l'intervenant, prise en charge du transport, hébergement et frais de bouche de ce dernier).

L'UPVM3 et la COMUE LR-Universités s'engagent quant à elles à organiser les conférences en collaboration avec les différents partenaires (proposition de thème, coordination du calendrier et de l'accueil des conférenciers). Les frais de transport, hébergement et restauration des conférenciers sont financés par l'UPVM3, à l'exception des deux conférences annuelles organisées par le musée Fabre et le musée Henri Prades. La COMUE-LR Universités prend en charge les frais relatifs à la réalisation, l'édition et l'impression du programme du cycle de conférences.

La convention prendra effet à compter de la date de sa signature et prendra fin le 30 septembre 2020. A l'issue de cette période, elle pourra être reconduite de manière expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Communauté d'Universités et Établissements « Languedoc-Roussillon Universités » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2019-07-24 Convention Mercredis de l'Antiquité_2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.